

# Bangladesh

*Ina Hume  
Sanjeeb Drong*

## **Gouvernement intérimaire et état d'urgence au Bangladesh**

Le destin des peuples autochtones du Bangladesh a été étroitement lié tout au long de l'année à celui des autres Bangladeshis avec le retardement des élections. Prévues pour Janvier 2007, elles ont été repoussées dans un climat d'accusations de corruption et de mensonges avec des éclats de violence entre les deux partis politiques majeurs.

A la fin de son mandat de cinq ans, le gouvernement de coalition a quitté le pouvoir le 28 Octobre 2006. Il a laissé le pouvoir à un gouvernement intérimaire « controversé » (voir *The Indigenous World 2007*). L'alliance de l'opposition a rejeté le gouvernement intérimaire et a demandé, entre autres, la formation d'une Commission d'Election « neutre » pour des élections libres, justes et crédibles. Ceci a engendré une crise politique sévère avec de violentes confrontations entre le gouvernement intérimaire et les partis de l'opposition.

Afin de maintenir « la loi et l'ordre », le président a déployé l'armée à travers le pays. La crise s'est amplifiée et, le 11 Janvier 2007, le président a déclaré l'état d'urgence et a démissionné. Cette situation a conduit à la formation d'un nouveau gouvernement intérimaire le 12 janvier 2007.

Avec la déclaration de l'état d'urgence, l'armée s'est vue confiée des pouvoirs spéciaux afin de lutter plus sévèrement contre la corruption et de préparer des élections libres et justes au Bangladesh. Une des premières actions de l'armée a été d'annuler complètement les élections et d'élargir ses pouvoirs. Le 15 Juillet 2007, la Commission pour les Elections a publié une feuille de route pour les élections, promettant l'annonce officielle d'élections avant la fin 2008.

L'extension des Pouvoirs d'Urgence de l'armée a été jugée nécessaire pour s'attaquer à la corruption politique. Le gouvernement intérimaire et les soldats bangladeshis se sont concentrés sur les figures politiques impliquées dans la corruption financière et dans les

abus de pouvoir. La corruption ayant trait aux atteintes aux Droits de l'Homme, comme celle à laquelle sont confrontées les minorités et les peuples autochtones a été largement négligée.

Lorsqu'on jette un coup d'œil à la situation des Droits de l'Homme au Bangladesh, c'est une image complexe qui nous apparaît. Le Bangladesh a été désigné en décembre 2006 par la *South Asian Association for Regional Cooperation (SAARC)* comme le pays numéro un en matière de violation des Droits de l'Homme au sein des pays appartenant à la *SAARC*. C'est le résultat des attaques systématiques de l'opposition et des nombreux assassinats extrajudiciaires perpétrés par la *Rapid Action Battalion (RAB)* en temps de paix. Le Bangladesh a aussi été considéré le pays numéro un en matière de violation des Droits de l'Homme pour ce qui a trait à la persécution et à l'insécurité des journalistes et des minorités.

## **Chittagong Hill Tracts (CHT)**

### **Les prochaines élections et les listes d'électeurs au CHT**

L'inquiétude perdure en ce qui concerne les listes électorales actuelles au Chittagong Hill Tracts (CHT). En effet, on inclut dans ces listes des résidents non permanents bengalis comme les soldats de l'armée du Bangladesh et de la *Bangladesh Rifle Division* (division de fantassins du Bangladesh) stationnés dans la région, des colons et travailleurs saisonniers ainsi que 300 000 réfugiés *rohinga* de la Birmanie. La région reste une des régions les plus militarisées au monde et le vote de plus de cent mille soldats aurait un impact significatif sur les résultats d'une élection et sur la capacité des *Jummas* à élire ceux qui les représenteraient au Parlement en tant que représentants des districts du CHT.

### **Les leaders autochtones et les activistes comme cibles au CHT**

Les peuples autochtones, leurs leaders et les activistes ont été la cible du gouvernement provisoire depuis sa formation. Fin 2007, plus de vingt activistes politiques autochtones ont été arrêtés et certains ont même été condamnés à de longues peines sur de fausses allégations.

On rapporte des cas de tribunaux où les procès dûs n'ont pas eu lieu, refusant ainsi à des personnes autochtones l'accès à une défense et à une protection juridique.

Les pouvoirs de l'armée ont été étendus avec l'état d'urgence pour lutter contre les possibles menaces à la sécurité nationale, mais ces mêmes pouvoirs ont aussi été largement utilisés contre les dissidents politiques. Les communications via le téléphone portable ont été interdites au CHT prétextant des activités terroristes et des leaders autochtones démocratiquement élus ont été arrêtés en Janvier et Février 2007. Les journalistes sont aussi affectés par l'interdiction de l'usage du téléphone portable, les mettant dans l'impossibilité de faire état de la situation actuelle.

En Février 2007, les forces de sécurité du Bangladesh ont arrêté des leaders et des activistes de grande importance, nombre d'entre eux faisant parti du *Parbattya Chattagram Jana Samhati Samiti* (PCJSS-Parti uni du peuple). De plus, la communauté internationale a reçu des rapports de torture interpellant les rapporteurs spéciaux des Nations unies. Un activiste, Ranglai Mro, a été blessé si gravement qu'il a dû être hospitalisé au Chittagong Medical College Hospital, sous surveillance de l'armée.

Alors qu'il est important que les forces de sécurité fassent table rase de la corruption dans la politique, il est essentiel qu'ils ne ciblent pas les représentants des peuples autochtones travaillant pour des mouvements démocratiques légitimes. Satyabir Dewan, une des personnes arrêtées, est le Secrétaire Général du PCJSS et une personne-clé dans l'élaboration et la signature des Accords de Paix. En Août 2007, Satyabir Dewan et Ranglai Mro ont été condamnés chacun à dix-sept ans de prison, peines pour lesquelles leurs partisans continuent à dire qu'elles reposent sur de fausses accusations. Depuis son emprisonnement, Ranglais Mro a encore une fois été brutalement frappé ce qui lui a valu une nouvelle hospitalisation au Chittagong Medical Hospital.

### **Militarisation continue, violence entre communautés et violations des Droits de l'Homme.**

La présence continue et même l'expansion des postes armés ainsi que l'afflux de colons contribuent à l'escalade des violations des droits de l'Homme, incluant des violences liées au genre dans le CHT. L'impunité qui existe pour de tels crimes a donné naissance à une certaine acceptation de cette culture de la violence au sein de l'armée. Le manque d'accès à la justice pour les personnes autochtones a depuis longtemps été reconnu comme un problème grave par les organisations internationales des Droits de l'Homme. Le problème de l'impunité a été néanmoins exacerbé par l'Etat d'Urgence.

### **Discussion entre *Khasis* et l'administration à Moulvibazar**

Les *Khasis* ont été confrontés à la menace d'expulsion de leurs terres avec la mise en place de l'*Eco-park* et d'un projet forestier social. Ces projets ont été planifiés par le gouvernement sans qu'il n'ait au préalable obtenu le consentement des *Khasis*. Plus de dix mille *Khasis* vivent dans soixante - cinq villages dans le district de Moulvibazar depuis de nombreuses années mais ne détiennent aucun document attestant leur droit de propriété. En juillet 2007, l'administration, conduite par le *Deputy Commisionner* (responsable légal du district) a organisé à Moulvibazar une rencontre avec des leaders autochtones et les chefs d'ethnies. Il leur a assuré que des mesures seront prises pour résoudre le problème de propriété des terres.

### **L'affaire du meurtre lors de la manifestation contre l'*Eco-Park* : la cour ordonne d'enregistrer l'affaire après trois ans**

Une cour à Tangail a ordonné à l'officier en charge de la Police de Modhupur d'enregistrer le meurtre de Piren Snal. Piren un jeune Garo, aurait été tué par la Police et des gardes forestiers lors d'une manifestation de protestation contre le projet d'*Eco-Park* dans la forêt de Modhupur le 3 Janvier 2004 (voir *The Indigenous World 2004 et 2005*). Les gardes forestiers et les policiers ont été accusés mais en

2004, la justice les a tous acquittés. Le père de Piren n'a pas accepté le verdict et a fait appel. En 2007, soit trois ans plus tard, la cour a finalement ordonné que le cas devait être enregistré.

### **L'assassinat d'un activiste autochtone *garo*.**

Le 18 Mars 2007, Cholesh Ritchil, un jeune activiste *garo* et défenseur des Droits de l'Homme de Modhupur, a été tué par les forces armées du Bangladesh. Cholesh était un leader du peuple autochtone *garo* au parler franc qui faisait campagne contre la construction du ainsi nommé « *Eco-Park* ». Les soldats auraient torturé Cholesh pendant plusieurs heures avant de l'emmener à l'hôpital Modhupur Thana Health Complex, où on l'a déclaré décédé. Le 20 Mars, des milliers d'autochtones et des Bengalis locaux sont venus assister aux funérailles de Cholesh dans son village natal de Magontinagar tandis que les militaires menaçaient des personnes de la région. Des leaders *garo* ont identifié trois personnes comme directement responsables de l'assassinat de Cholesh et ont signé une pétition. La femme de Cholesh a aussi signé une *General Diary* accusant trois personnes directement responsables de l'assassinat et de la torture de son mari et d'autres *Garos*.

L'assassinat de Cholesh Ritchil a été couvert massivement par les médias. Le 5 mai, en réponse à la pression d'activistes des droits de l'homme, de journalistes, avocats, activistes d'ONG et des représentants de haut niveau, notamment l'ancien Ambassadeur des Etats-Unis et l'Ambassadeur de la Commission Européenne, le gouvernement a formé une commission judiciaire d'un seul homme pour enquêter sur le décès. Le 16 Mai, la direction de la forêt a suspendu six officiers forestiers pour négligence dans leurs tâches. Bien que la commission judiciaire ait rendu son rapport, les autochtones n'ont eu aucune information sur les résultats de cette enquête. Le 10 Octobre 2007, l'armée a versé 50 000 taka (environ 700 dollars) et deux machines à coudre à la famille de Cholesh Rotchil en compensation.

### **Le dialogue entre les anciens et les jeunes autochtones.**

Les 25 et 27 Octobre 2007, en association avec *l'Asia Indigenous Peoples' Pact* (AIPP), le *Bangladesh Adivasi Forum* a organisé une rencontre nationale sur le thème « les échanges de connaissances autochtones des anciens aux jeunes » avec plus de soixante-quinze jeunes et anciens participants. Le dialogue s'est déroulé dans la forêt de Modhupur où les autochtones se sont battus pour leurs droits ancestraux à la terre pendant plusieurs années. Les anciens ont décrit comment ils protègent la forêt, les arbres, la nature, l'environnement et la Planète et ont appelé les jeunes à travailler dur pour apprendre ce savoir et à le transmettre aux générations futures.

### **Destruction de villages autochtones au Bengale du Nord**

Le 5 Novembre 2007, plus de deux cents hommes ont attaqué des villages autochtones dans le district du Naogan et ont blessé quinze villageois *santal* en brûlant leurs maisons dans le but de les expulser de leurs terres.

Vingt-deux familles autochtones vivent sur les plateaux de deux étangs traditionnels depuis des générations. Quatre personnes autochtones possèdent les étangs, mais les espaces s'y attachant sont des terres *khas*<sup>1</sup>, supposées être allouées aux autochtones sans terre. Deux villageois vivant à proximité auraient conduit l'attaque sur le village, en collaboration avec la police locale et le gouvernement, après avoir échoué dans leur tentative d'appropriation légale des terres attenantes aux étangs.

Des organisations autochtones comme le *Bangladesh Indigenous Peoples' Forum* et *Jaty Adivasi Parishad*, des organisations de la société civile et le *Deputy Commissioner* de Naogaon sont venus sur

---

<sup>1</sup> Les terres *khas* se réfèrent aux terres communautaires des peuples autochtones avec un droit d'usage communautaire. Le gouvernement ne reconnaît pas formellement le droit des peuples autochtones aux terres communautaires, mais considère ces terres comme étant la propriété de l'Etat. La direction des forêts les considère comme des forêts de l'Etat non classées. Ref. Rajkumari Chandra Roy, 2000, *Land rights of the indigenous Peoples of the Chittagong Hill Tracts*, Bangladesh.(p 61). Traduction libre.

place visiter les lieux. Les organisations autochtones ont demandé de l'aide et la réhabilitation de leurs villages, des peines pour les coupables et l'attribution légale des terres *khas* aux peuples autochtones. Aucune action légale ou administrative n'a été entreprise envers les coupables.

### **Action internationale**

Les événements alarmants qui ont fait suite à l'état d'urgence en 2007 ont conduit à des protestations de la part des peuples autochtones dans le CHT. Au Sri Lanka, des moines bouddhistes *jumma* ont protesté contre la confiscation de terres dans la région déposant une pétition à la Haute Commission du Bangladesh à Colombo. Des protestations pacifiques ont aussi été tenues à Londres en Octobre 2007. Le dixième anniversaire de la signature des Accords de Paix du Chittagong Hill Tracts (signé le 2 décembre 1997) a été bien marqué par les peuples autochtones au Bangladesh et par la diaspora Jumma au niveau international. Le *Jumma Peoples'Network* a co-signé avec des ONG internationales une lettre faisant état de ses inquiétudes pour attirer l'attention sur la situation actuelle et sur la très faible application de l'Accord de Paix. Le gouvernement du Bangladesh a réfuté plusieurs des allégations faites. Le Bangladesh est un des pays qui s'est abstenu lors du vote d'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones.

Alors qu'il est essentiel que le Bangladesh soit soutenu dans ses efforts pour faire table rase de la corruption dans la sphère politique, il est aussi essentiel que les méthodes employées ne soient pas utilisées pour faire taire les opposants politiques et les personnes représentant les groupes les plus défavorisés de la société.

#### *Sources:*

- *Amnesty International* (<http://www.amnesty.org>)
- *Asian Centre for Human Rights* (<http://www.achrweb.org>)
- *International Work Group for Indigenous Affairs* (<http://www.iwgia.org>)
- *Jumma Peoples'Network UK* (<http://www.jpnu.org.uk>)

- *Parbatya Chattagram Jana Samhati Samiti (PCJSS)*  
(<http://www.pcjss.org>)
- *Peace Campaign Group*
- *Unrepresented Nations and Peoples Organisation*  
(<http://www.unpo.org>)
- *Vanishing Rites* (<http://vanishingrites.com>)

**Ina Hume** est artiste et consultante sur les questions autochtones. Elle a créé *Vanishing Rites* en 2004 pour développer des médias communautaires et des projets de plaidoyer dans le Royaume-Uni et au niveau international. ([www.vanishingrites.com](http://www.vanishingrites.com)).

Elle a écrit la section sur le *Chittagong Hill Tracts* en collaboration avec *Jumma peoples' Network UK*, une association de défense des droits de l'Homme dont l'objectif est de promouvoir des droits des *Jumma* habitant au *Chittagong Hill Tracts* et à l'étranger.

**Sanjeeb Drong** est un *Garo* du Nord du Bangladesh. Il est éditorial et journaliste *free lance*. Il est aussi l'éditeur du magazine *Solidarity*. Il a publié plus de 400 articles et quatre livres sur les questions autochtones. ([sdrong@bangla.net](mailto:sdrong@bangla.net))

Source : *The Indigenous World 2008*,  
traduction GITPA, Anna Belt.